

Ze worden gekoppeld aan de spilindex 105,21 van 1 juli 2000.

Voor de periode tussen 1 januari 2001 en 31 december 2004 worden die bedragen, met uitzondering van het bedrag bedoeld in 4°, echter aangepast over de eerste drie kwartalen wanneer een indexering tijdens die periode wordt toegepast, of over het vierde kwartaal wanneer een indexering tijdens dat kwartaal wordt toegepast.

De Minister van Sociale Aangelegenheden stelt de verschillende erkende diensten jaarlijks in kennis van de bedragen van de forfaitaire subsidies die in de loop van het jaar van kracht zijn.

Het aantal gepresteerde uren dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de subsidies bedoeld in 1° en 3° van dit besluit, mag per hulpverlener en per jaar niet hoger zijn dan het aantal uren dat overeenstemt met een voltijdse baan, rekening houdende met de wekelijkse arbeidsduur overeengekomen in de paritaire commissie van de gezins- en bejaardenhelpers en dwingend gemaakt bij koninklijk besluit van 6 januari 1984, en met de wetsbepalingen betreffende het betaald verlof en de feestdagen.

Het aantal dienstverstrekkingen bedoeld in 2° van dit artikel wordt, in voorkomend geval, verminderd naar verhouding van het in het vorige lid bedoelde aantal uren. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 4. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2234

[C — 2001/27463]

19 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 21;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la nature, notamment les articles 58ter et 58quater y insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau, modifié par l'arrêté du 20 juin 1996, par l'arrêté du 26 octobre 2000, et par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 92.211 du 15 janvier 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 11 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 2° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 1996, est remplacé par la disposition suivante : "2° Cours d'eau navigables : les parties navigables de l'Amblève, de l'Eau d'Heure, de la Lesse, de l'Ourthe et de la Semois".

Art. 2. L'alinéa 1^{er} de l'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Sans préjudice de l'article 6, alinéa 2, il est interdit en tout temps de faire circuler toute embarcation, d'en mettre à l'eau ou de circuler comme plongeur. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler et de mettre à l'eau toute embarcation, à l'exception de celles visées à l'article 2, 1°, ou de circuler comme plongeur :

1° le jour d'ouverture de la pêche à la truite et le jour d'ouverture générale de la pêche;

2° entre le coucher et le lever du soleil du 1^{er} octobre au 15 mars inclus;

3° entre 17 heures et 10 heures du 16 mars au 14 juin inclus;

4° entre 18 heures et 9 h 30 m du 15 juin au 30 septembre inclus.

Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler et de mettre à l'eau les embarcations visées à l'article 2, 1° entre le coucher et le lever du soleil. »

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 20 juin 1996, les alinéa 2 et 3 sont remplacés par les alinéa suivants :

« Pour les cours d'eau navigables, les plans d'eau sont désignés par le Ministre qui a les cours d'eau navigables dans ses attributions, lequel ne désigne ceux-ci qu'après avoir pris successivement l'avis du collège des Bourgmestre et Echevins des communes concernées et du Ministre qui a la Conservation de la nature dans ses attributions.

Par dérogation aux prescriptions du présent arrêté, les articles 2, 3, 4, 6 alinéas 1^{er} et 2, 7 ne sont pas applicables aux plans d'eau ainsi déterminés. »

Art. 5. Dans l'article 6 du même arrêté, il est inséré l'alinéa suivant après le premier alinéa : « Pour les cours d'eau repris à l'annexe III, la circulation des embarcations et des plongeurs n'est autorisée que lorsque les conditions et les débits minimums fixés dans cette annexe sont atteints. »

Art. 6. Dans l'article 7, alinéas 1^{er} et 2 du même arrêté "2, 1° et 2°" sont remplacés par "2, 2°".

Art. 7. Les annexes I, II et III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau, sont remplacées comme suit :

« Annexe I : cours d'eau non navigables de première catégorie sur lesquels la circulation est autorisée toute l'année.

1. Bassin de l'Escaut

la Dyle, en aval des anciennes papeteries de Gastuche.

2. Bassin de la Lesse

la Lesse, depuis le lieu-dit "Al Mainprez" (100 mètres maximum en amont du Pont de la Lesse à Houyet).

3. Bassin de l'Ourthe

l'Amblève, en aval de sa confluence avec la Warche, sauf entre le Pont de Cheneux et l'amont immédiat de l'embarcadère de Sougné-Remouchamps (soit 200 mètres en amont du nouveau pont).

4. Bassin de la Semois

la Semois, en aval du rejet de la centrale hydroélectrique du barrage de la Vierre à Chiny.

5. Bassin du Viroin

le Viroin.

Annexe II : cours d'eau non navigables de première catégorie sur lesquels la circulation est autorisée du 1^{er} octobre au 15 mars inclus.

1. Bassin de l'Escaut

la Grande Honnelle.

2. Bassin de la Lesse

la Lesse, en aval de Maissin (Pont-Route de Villance) jusqu'à Chanly;

La Lesse, du barrage du plan d'eau d'Han-sur-Lesse jusqu'en amont du Pont de Houyet;

la Lhomme, en aval de Mirwart.

3. Bassin de l'Ourthe

l'Aisne, en aval de sa confluence avec l'Estinée à Fanzel (Erezée);

l'Amblève, entre le Pont de Cheneux et le Pont de Lorcé-Naze;

l'Ourthe occidentale, en aval du Pont de Prelle;

l'Ourthe orientale, en aval du pont de la rue Porte à l'Eau à Houffalize;

la Salm, en aval du barrage de Vielsalm;

la Warche, en aval du barrage de Robertville.

4. Bassin de la Semois

la Semois, en aval du pont de la route de Tintigny-Marbehan à Tintigny, jusqu'au rejet de la centrale hydroélectrique du barrage de la Vierre à Chiny;

la Vierre, en aval de la route de Straimont-Martilly à Martilly, jusqu'au barrage hydroélectrique de Suxy (Chiny).

5. Bassin de la Sûre

l'Our (Province de Liège), en aval de Schönberg.

La Sûre, en aval de la rampe d'accès à la rivière, établie à l'amont du pont de Bodange (Fauvillers).

6. Bassin du Viroin

l'Eau Blanche, en aval du Pont d'Aublain (route d'Aublain à Frasnes).

7. L'Eau d'Heure

En aval du pont de Berzée (Walcourt).

8. La Hantes

En aval du "Pont Romain" à Montignies-Saint-Christophe.

9. La Houille

En aval de Patignies.

La présente annexe II entre en vigueur le 1^{er} octobre 2001.

Annexe III : conditions et débits minimums fixés pour certains cours d'eau.

Les débits indiqués ci-après sont les débits moyens calculés au cours des septante-deux heures précédentes.

1. Bassin de la Lesse

2 m³/s, enregistré au limnimètre de Gendron, pour le tronçon de la Lesse compris entre 100 m en amont du Pont de la Lesse à Houyet et 100 m en amont du Pont, route de Gendron-Celles à Gendron;

1,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Gendron, pour le tronçon non navigable de la Lesse compris entre 100 m en amont du Pont-route de Gendron-Celles à Gendron et Pont-à-Lesse.

2. Bassin de l'Ourthe

3 m³/s, enregistré au limnimètre situé en aval du pont de Nisramont, pour l'Ourthe navigable, de Nisramont jusqu'au pont à Maboge;

2,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Tabreux, pour l'Ourthe navigable en aval du pont à Maboge;

une hauteur de 9 cm enregistrée à l'échelle du limnimètre de Trois-Ponts sur l'Ambève, pour l'Ambève entre sa confluence avec la Warche et le pont de Cheneux, pendant les heures d'ouverture à la circulation précisées à l'article 4;

2,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Martinrive, pour l'Ambève en aval du barrage de Lorcé.

3. Bassin de la Semois

1,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Chiny, en l'absence de lâchage d'eau par la centrale hydroélectrique de la Vierre, entre Chiny et y compris Martué; la circulation y est néanmoins autorisée lorsque les conditions suivantes sont réunies : débit de la Semois supérieur à 1 m³/s et turbinage à 0,5 m³/s minimum;

1,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Chiny, entre Martué et le Pont de Chassepierre;

2,2 m³/s, enregistré au limnimètre de Membre, pour la Semois en aval du Pont de Chassepierre.

4. Bassin du Viroin

1,6 m³/s, enregistré au limnimètre de Treignes, pour le Viroin. »

Art. 8. Les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juin 1996 et du 26 octobre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau sont abrogés.

Art. 9. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 est abrogé.

Art. 10. Le ou les Ministre(s) qui ont les cours d'eau navigables, les cours d'eau non navigables et la Conservation de la nature dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2234

[C — 2001/27463]

19. JULI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der durch das Dekret vom 21. April 1994 eingefügten Artikel 58ter und 58quater;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen, abgeändert durch den Erlass vom 20. Juni 1996, durch den Erlass vom 26. Oktober 2000 und durch das Urteil des Staatsrats Nr. 92.211 vom 15. Januar 2001;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 11. Juli 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, 2°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 1996 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° schiffbaren Wasserläufen: die schiffbaren Teile der Amel, der Eau d'Heure, der Lesse, der Ourthe und der Semois».

Art. 2 - Absatz 1 des Artikels 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Unbeschadet des Artikels 6, Absatz 2, ist es jederzeit verboten, jegliches Wasserfahrzeug fahren zu lassen bzw. ins Wasser zu legen oder zu tauchen.»

Art. 3 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4. Zu folgenden Zeiten ist es auf den nicht schiffbaren Wasserläufen verboten, jegliches Wasserfahrzeug fahren zu lassen bzw. ins Wasser zu legen, mit Ausnahme der in Artikel 2, 1°, erwähnten Wasserfahrzeuge, oder zu tauchen:

- 1° am Tag der Eröffnung der Forellenfangzeit und am Tag der allgemeinen Eröffnung der Fischfangsaison;
- 2° zwischen dem Sonnenuntergang und dem Sonnenaufgang vom 1. Oktober bis zum 15. März einschließlich;
- 3° zwischen 17 und 10 Uhr vom 16. März bis zum 14. Juni einschließlich;
- 4° zwischen 18 und 9.30 Uhr vom 15. Juni bis zum 30. September einschließlich.

Zwischen dem Sonnenuntergang und dem Sonnenaufgang ist es auf den nicht schiffbaren Wasserläufen verboten, die in Artikel 2, 1°, erwähnten Wasserfahrzeuge fahren zu lassen bzw. ins Wasser zu legen.»

Art. 4 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 20. Juni 1996, werden die Absätze 2 und 3 durch folgende Absätze ersetzt:

«Was die schiffbaren Wasserläufe betrifft, werden die Wasserflächen von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die schiffbaren Wasserläufe gehören, bezeichnet. Dieser bezeichnet die Wasserflächen erst nachdem er das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der betroffenen Gemeinden und anschließend des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, eingeholt hat.

In Abweichung von den Vorschriften des vorliegenden Erlasses finden die Artikel 2, 3, 4, 6, Absätze 1 und 2, 7 keine Anwendung auf die derart bezeichneten Wasserflächen.»

Art. 5 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird folgender Absatz nach dem ersten Absatz hinzugefügt:

«Was die in der Anlage III angeführten Wasserläufe betrifft, wird der Verkehr der Wasserfahrzeuge und der Taucher lediglich dann zugelassen, wenn die in dieser Anlage festgelegten Bedingungen und Mindestwasserführungen erreicht werden.»

Art. 6 - In Artikel 7, Absatz 1 und 2, desselben Erlasses werden "2, 1° und 2°" durch "2, 2°" ersetzt.

Art. 7 - Die Anlagen I, II und III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen werden folgendermaßen ersetzt:

«Anlage I: Nichtschiffbare Wasserläufe der ersten Kategorie, auf denen der Verkehr ganzjährig erlaubt ist.

1. Becken der Schelde

die Dyle, stromabwärts der ehemaligen Papierfabriken von Gastuche.

2. Becken der Lesse

die Lesse, ab dem Ort genannt "Al Mainprez" (höchstens 100 Meter stromaufwärts der Brücke von der Lesse in Houyet).

3. Becken der Ourthe

die Amel, stromabwärts ihres Zusammenflusses mit der Warche, außer zwischen der Brücke von Cheneux und unmittelbar stromaufwärts des Anlegeplatzes von Sougné-Remouchamps (das heißt 200 Meter stromaufwärts der neuen Brücke).

4. Becken der Semois

die Semois, stromabwärts der Ableitung aus dem Wasserkraftwerk des Staudamms der Vierre in Chiny.

5. Becken der Viroin

die Viroin.

Anlage II: Nichtschiffbare Wasserläufe der ersten Kategorie, auf denen der Verkehr vom 1. Oktober bis zum 15. März einschließlich erlaubt ist.

1. Becken der Schelde

die Grande Honnelle.

2. Becken der Lesse

die Lesse, stromabwärts von Maissin (Straßenbrücke von Villance) bis Chanly;

die Lesse, vom Staudamm der Wasserfläche von Han-sur-Lesse bis stromaufwärts der Brücke von Houyet;

die Lhomme, stromabwärts von Mirwart.

3. Becken der Ourthe

die Aisnes, stromabwärts ihres Zusammenflusses mit der Estinée in Fanzel (Erezée),

die Amel, zwischen der Brücke von Cheneux und der Brücke von Lorcé-Naze;

die westliche Ourthe, stromabwärts der Brücke von Prella;

die östliche Ourthe, stromabwärts der Brücke von der Rue Porte à l'Eau in Houffalize;

die Salm, stromabwärts des Staudamms von Vielsalm;

die Warche, stromabwärts des Staudamms von Robertville.

4. Becken der Semois

die Semois, stromabwärts der Brücke von der Route de Tintigny-Marbehan in Tintigny, bis zur Ableitung aus dem Wasserkraftwerk des Staudamms der Vierre in Chiny;

die Vierre, stromabwärts der Route de Straimont-Martilly in Martilly bis zum hydroelektrischen Staudamm von Suxy (Chiny).

5. Becken der Sauer

die Our (Provinz Lüttich) stromabwärts von Schönberg;

die Sauer, stromabwärts der stromaufwärts der Brücke von Bodange (Fauvillers) angelegten Zugangsrampe zum Fluss.

6. Becken der Viroin

die Eau Blanche, stromabwärts der Brücke von Aublain (Route d'Aublain in Frasnes).

7. Die Eau d'Heure

stromabwärts der Brücke von Berzée (Walcourt).

8. Die Hantes

stromabwärts des "Pont Romain" in Montignies-Saint-Christophe.

9. Die Houille

stromabwärts von Patignies.

Die vorliegende Anlage II tritt am 1. Oktober 2001 in Kraft.

Anlage III: Für bestimmte Wasserläufe festgelegte Bedingungen und Mindestwasserführungen

Bei den nachstehenden Wasserführungen handelt es sich um im Laufe der vorhergehenden 72 Stunden berechneten Durchschnittsmengen.

1. Becken der Lesse

2 m³/s, für die Teilstrecke der Lesse zwischen 100 m stromaufwärts der Brücke von der Lesse in Houyet und 100 m stromaufwärts der Straßenbrücke von Gendron-Celles in Gendron auf dem Registrierpegel von Gendron aufgezeichnet;

1,5 m³/s, für die nichtschiffbare Teilstrecke der Lesse zwischen 100 m stromaufwärts der Straßenbrücke von Gendron-Celles in Gendron und Pont-à-Lesse auf dem Registrierpegel von Gendron aufgezeichnet;

2. Becken der Ourthe

3 m³/s, für die schiffbare Ourthe, von Nisramont bis zur Brücke in Maboge, auf dem stromabwärts der Brücke von Nisramont befindlichen Registrierpegel aufgezeichnet;

2,5 m³/s, für die schiffbare Ourthe stromabwärts der Brücke in Maboge auf dem Registrierpegel von Tabreux aufgezeichnet;

eine Höhe von 9 cm, für die Amel zwischen deren Zusammenfluss mit der Warche und der Brücke von Cheneux während der in Artikel 4 angegebenen Öffnungszeiten für den Verkehr auf der Skala des Registrierpegels von Trois-Ponts an der Amel aufgezeichnet;

2,5 m³/s, für die Amel stromabwärts des Staudamms von Lorcé auf dem Registrierpegel von Martinrive aufgezeichnet.

3. Becken der Semois

1,5 m³/s, zwischen Chiny und Martué einschließlich, auf dem Registrierpegel von Chiny aufgezeichnet, wenn das Wasserkraftwerk der Vierre kein Wasser ablässt; der Verkehr ist dort dennoch erlaubt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind: Wasserführung der Semois über 1 m³/s und Turbinenantrieb bei mindestens 0,5 m³/s;

1,5 m³/s, zwischen Martué und der Brücke von Chassepierre, auf dem Registrierpegel von Chiny aufgezeichnet;

2,2 m³/s, für die Semois stromabwärts von der Brücke von Chassepierre, auf dem Registrierpegel von Membre aufgezeichnet.

4. Becken der Viroin

1,6 m³/s, für die Viroin auf dem Registrierpegel von Treignes aufgezeichnet.»

Art. 8 - Die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 1996 und vom 26. Oktober 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen werden außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Der oder die Minister, zu dessen(deren) Zuständigkeitsbereich die schiffbaren und nichtschiffbaren Wasserläufe und die Erhaltung der Natur gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juli 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2234

[C — 2001/27463]

19 JULI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 58^{ter} en 58^{quater}, ingevoegd bij het decreet van 21 april 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen, gewijzigd bij het besluit van 20 juni 1996, bij het besluit van 26 oktober 2000 en bij het arrest van de Raad van State nr. 92.211 van 15 januari 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering betreffende de aanvraag om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken en van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen, gewijzigd bij het besluit van 20 juni 1996, wordt gewijzigd als volgt : "2° Bevaarbare waterlopen : de bevaarbare gedeelten van de Amblève, de Eau d'Heure, de Lesse, de Ourthe en de Semois".

Art. 2. Het eerste lid van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Onverminderd artikel 6, tweede lid, is het verboden vaartuigen te water te laten en te laten varen, of te duiken. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 4. Het is verboden vaartuigen te water te laten en te laten varen op onbevaarbare waterlopen, met uitzondering van die bedoeld in artikel 2, 1°, of te duiken :

1° op de openingsdag van de forelvangst en op de algemene openingsdag van het visseizoen;

2° tussen zonsondergang en -opgang, van 1 oktober tot en met 15 maart;

3° tussen 17 uur en 10 uur, van 16 maart tot en met 14 juni;

4° tussen 18 uur en 9 u. 30 m., van 15 juni tot en met 30 september.

Tussen zonsondergang en -opgang is het verboden de in artikel 2, 1°, bedoelde vaartuigen te water te laten en te laten varen op onbevaarbare waterlopen".

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 20 juni 1996, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« Wat de bevaarbare waterlopen betreft, worden de watervlakken aangewezen door de Minister die bevoegd is voor de bevaarbare waterlopen, na advies van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten en van de Minister die bevoegd is voor het Natuurbehoud.

In afwijking van de voorschriften van dit besluit zijn de artikelen 2, 3, 4, 6, eerste en tweede lid, en 7 niet van toepassing op de aldus bepaalde watervlakken. »

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt na het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« Op de waterlopen vermeld in bijlage III is het verkeer van vaartuigen en duikers toegelaten op voorwaarde dat de in dezelfde bijlage bedoelde voorwaarden en minimumdebieten aanwezig zijn. »

Art. 6. In artikel 7, eerst en tweede lid, van hetzelfde besluit wordt punt "2, 1° en 2°" vervangen door punt "2, 2°".

Art. 7. De bijlagen I, II en III bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen, worden vervangen als volgt :

« Bijlage I : Onbevaarbare waterlopen van eerste categorie waarop het verkeer het hele jaar door is toegelaten.

1. Scheldebekken

de Dijle, stroomafwaarts van de vroegere papierfabrieken van Gastuche.

2. Lessebekken

de Lesse, vanaf de plaatsnaam "Al Mainprez" (maximum 100 meter stroomopwaarts van de brug van de Lesse te Houyet).

3. Ourthebekken

de Amblève, stroomafwaarts van haar samenvloeiing met de Warche, behalve tussen de brug van Cheneux en het dichtstbijzijnde stroomopwaarts liggende deel van de laadsteiger van Sougné-Remouchamps (of 200 meter stroomopwaarts van de nieuwe brug).

4. Semoisbekken

de Semois, stroomafwaarts van het lozingspunt van de hydro-elektrische centrale van de stuwdam van Vierre te Chinv.

5. Viroinbekken

de Viroin.

Bijlage II : Onbevaarbare waterlopen van eerste categorie waarop het verkeer is toegelaten van 1 oktober tot en met 15 maart.

1. Scheldebekken

de Grande Honnelle.

2. Lessebekken

de Lesse, stroomafwaarts van Maissin (Brug-weg naar Villance) tot Chanly;

de Lesse, vanaf de stuwdam van het watervlak van Han-sur-Lesse tot stroomopwaarts van de brug van Houyet;

de Lhomme, stroomafwaarts van Mirwart.

3. Ourthebekken

de Aisne, stroomafwaarts van haar samenvloeiing met de Estinée te Fanzel (Erezée);

de Amblève, tussen de brug van Cheneux en de brug van Lorcé-Naze;

de westelijke Ourthe, stroomafwaarts van de brug van Prelle;

de oostelijke Ourthe, stroomopwaarts van de brug van de "rue Porte à l'Eau" te Houffalize;

de Salm, stroomafwaarts van de stuwdam van Vielsalm;

de Warche, stroomafwaarts van de stuwdam van Robertville.

4. Semoisbekken

de Semois, stroomafwaarts van de brug op de weg Tintigny-Marbehan te Tintigny, tot aan het lozingspunt van de hydro-elektrische centrale van de stuwdam van de Vierre te Chiny;

de Vierre, stroomafwaarts van de weg Straimont-Martilly te Martilly, tot aan de hydro-elektrische stuwdam van Suxy (Chiny).

5. Sûrebekken

de Our (provincie Luik), stroomafwaarts van Schönberg;

de Sûre, stroomafwaarts van de toegangsweg naar de rivier, stroomopwaarts van de brug van Bodange (Fauvillers).

6. Viroinbekken

de Eau Blanche, stroomopwaarts van de brug van Aublain (weg Aublain-Frasnes).

7. De Eau d'Heure

stroomafwaarts van de brug van Berzée (Walcourt).

8. De Hantes

stroomafwaarts van de "Pont Romain" te Montignies-Saint-Christophe.

9. De Houille

stroomafwaarts van Patignies.

Bijlage II treedt in werking op 1 oktober 2001.

Bijlage III : Voorwaarden en minimumdebieten voor bepaalde waterlopen.

De hiernavermelde gemiddelde debieten worden gemeten gedurende de voorafgaande 72 uren.

1. Lessebekken

2 m³/s, gemeten op de limnimeter van Gendron, voor het stuk van de Lesse 100 meter stroomopwaarts van de brug van de Lesse te Houyet tot 100 meter stroomopwaarts van de brug, weg Gendron-Celles te Gendron;

1,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Gendron, voor het onbevaarbare stuk van de Lesse 100 m stroomopwaarts van de brug-weg Gendron-Celles, te Gendron en Pont-à-Lesse;

2. Ourthebekken

3 m³/s, gemeten op de limnimeter stroomafwaarts van de brug van Nisramont, voor de bevaarbare Ourthe, van Nisramont tot de brug van Maboge;

2,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Tabreux, voor de bevaarbare Ourthe, stroomafwaarts van de brug van Maboge;

een hoogte van 9 cm gemeten op de limnimeter van Trois-Ponts op de Amblève, voor de Amblève tussen haar samenvloeiing met de Warche en de brug van Cheneux, tijdens de in artikel 4 vermelde openingstijden voor het verkeer;

2,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Martinrive, voor de Amblève, stroomafwaarts van de stuwdam van Lorcé.

3. Semoisbekken

1,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Chiny, wanneer de hydro-elektrische centrale van de Vierre geen water loost van Chiny tot en met Martué; het verkeer is echter toegelaten wanneer aan de volgende voorwaarden wordt voldaan : debiet van de Semois hoger dan 1 m³/s en aanzetten van de turbines tegen minimum 0,5 m³/s;

1,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Chiny, tussen Martué en de brug van Chassepierre;

2,2 m³/s, gemeten op de limnimeter van Membre, voor de Semois, stroomafwaarts van de brug van Chassepierre.

4. Viroinbekken

1,6 m³/s, gemeten op de limnimeter van Treignes, voor de Viroin. »

Art. 8. De besluiten van de Waalse Regering van 20 juni 1996 en van 26 oktober 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen, worden opgeheven.

Art. 9. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 wordt opgeheven.

Art. 10. De Minister(s) tot wiens bevoegdheden de bevaarbare en onbevaarbare waterlopen alsook het natuurbehoud behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 2235

[C - 2001/31277]

19 JUILLET 2001. — Arrêté du Collège réuni relatif à l'agrément d'unités de mammographie pour le dépistage du cancer du sein

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, I, 2^o;

Vu le protocole du 25 novembre 2000 visant une collaboration entre l'Etat fédéral et les communautés en matière de dépistage de masse du cancer du sein par mammographie;

Vu l'avenant du 30 mai 2001 au protocole du 25 novembre 2000;

Vu l'avis du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes, donné le 4 juillet 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un des objectifs de santé de la Commission communautaire commune a pour but ultime de réduire la mortalité par cancer du sein; que le cancer du sein est arrivé en première position, en 1998, en ce qui concerne la mortalité par cancer chez les femmes, avec 41 cas de décès par 100 000 femmes et que le cancer du sein constitue de ce fait immanquablement un problème de santé extrêmement important;

Considérant que le dépistage du cancer du sein, organisé de façon optimale sur le plan de la qualité, par le biais de la mammographie, permet de diagnostiquer le cancer du sein à un stade précoce et, avec le temps, de réduire la mortalité par cancer du sein;

Considérant que la Commission européenne a publié, en 1996, une deuxième édition des recommandations européennes pour le contrôle de la qualité lors du dépistage par mammographie, qui contient les recommandations détaillées auxquelles un projet de dépistage du cancer du sein doit répondre;

Considérant que le protocole du 25 octobre 2000 visant une collaboration entre l'Etat fédéral et les communautés en matière de dépistage de masse du cancer du sein par mammographie est le moyen qui permet d'organiser un programme efficace de dépistage du cancer du sein et vu qu'il permet, en dehors de tout renvoi par des généralistes et des gynécologues, de faire un dépistage sans renvoi par le médecin traitant;

Considérant que l'autorité fédérale s'engage à mettre à disposition chaque année, dans le cadre du dépistage de masse, le budget nécessaire pour les honoraires de réalisation d'un examen de mammographie; que ce budget est mis à disposition par l'autorité fédérale pour une période de trois ans à compter de 2001 à condition qu'un système organisé soit mis sur pied par les communautés;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 2235

[C - 2001/31277]

19 JULI 2001. — Besluit van het Verenigd College betreffende de erkenning van mammografische eenheden voor borstkankeropsparing

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 2^o;

Gelet op het protocolakkoord van 25 november 2000 tot samenwerking tussen de Federale Overheid en de gemeenschappen inzake mammografische borstkankerscreening;

Gelet op het aanhangsel van 30 mei 2001 bij het protocol van 25 november 2000;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg, gegeven op 4 juli 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat één van de gezondheidsdoelstellingen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot uiteindelijk doel heeft de sterfte door borstkanker terug te dringen; dat in 1998 borstkanker op de eerste plaats kwam wat kankersterfte betreft bij vrouwen, met 41 sterfgevallen per 100 000 vrouwen, en borstkanker aldus onmiskenbaar een uiterst belangrijk gezondheidsprobleem stelt;

Overwegende dat een kwaliteitsvol georganiseerde borstkankerscreening door middel van mammografie in staat stelt om borstkanker in een vroeg stadium te diagnosticeren en na verloop van tijd de sterfte door borstkanker terug te dringen;

Overwegende dat de Europese Commissie in 1996 een tweede editie heeft uitgegeven van de Europese aanbevelingen voor kwaliteitsbewaking bij mammografische screening, die de gedetailleerde aanbevelingen bevat waaraan een borstkankerscreeningsproject moet voldoen;

Overwegende dat het protocolakkoord van 25 oktober 2000 tot samenwerking tussen de Federale Overheid en de gemeenschappen inzake mammografische borstkankerscreening het middel is om een efficiënt borstkankerscreeningsprogramma te organiseren, en aangezien het protocolakkoord het mogelijk maakt om, naast verwijzing door huisartsen en gynaecologen, te screenen zonder verwijzing door de behandelende arts;

Overwegende dat de Federale Overheid er zich in voormeld protocolakkoord toe verbindt per jaar, in het kader van de massascreening, het budget ter beschikking te stellen dat nodig is voor de honoraria voor het uitvoeren van het mammografisch onderzoek; dat dit budget door de Federale Overheid ter beschikking wordt gesteld voor een periode van drie jaar te rekenen vanaf 2001, op voorwaarde dat er een georganiseerd systeem wordt opgezet door de gemeenschappen;